Tribunal de première instance de Charleroi (référé) - 8 février 2006

R.G. 06/29

Droit des étrangers - mineur étranger - voyage scolaire à l'étranger - demande de délivrance d'une prorogation d'un document de séjour et d'un visa autorisant le retour en Belgique - urgence - absurdité administrative - non discrimination - notion supérieure de l'intérêt de l'enfant - pas d'astreinte - octroi des documents

Les arguments développés par l'Etat belge relèvent de l'absurdité administrative et ne résistent pas à la notion supérieure de l'intérêt de l'enfant et du devoir fort légitime des demandeurs de ne pas leur fils voir discriminé par rapport à ses condisciples qui pourraient eux, bénéficier de cette activité scolaire. Le tribunal ne peut s'imaginer que le séjour de l'enfant en Italie (espace Schengen) pour une semaine, mette en péril la poursuite des procédures en cours ou la sûreté de l'Etat.

Le tribunal fait droit à la demande et estime non souhaitable la condamnation du défendeur à une astreinte. Par contre, le tribunal dit qu'à défaut par l'Etat belge de proroger le document de séjour et de délivrer un visa, l'expédition de l'ordonnance rendue tiendra lieu des documents demandés.

En cause de N.A et T.A. /c. L'Etat belge

(...)

Vu la citation régulière, enregistrée, signifiée le 12 janvier 2006 par laquelle la partie demanderesse sollicite la prorogation d'un document de séjour estampillé couvrant au minimum la période du 13 au 24 février 2006, et la délivrance d'un visa autorisant le retour dans le Royaume de Belgique, sous peine de devoir verser à défaut de ce faire dans les 24 heures de la signification de l'ordonnance à intervenir, une astreinte de 1000 euros par jour de retard;

(...)

Attendu que le Tribunal est saisi sur pied des dispositions de l'article 584 du Code judiciaire ;

Que la citation introductive d'instance vise l'urgence;

Que la demande est recevable;

Attendu que l'urgence est contestée;

Qu'il appartient au juge des référés d'apprécier l'urgence de la cause au moment où il statue;

Qu'en l'espèce, la demande a pour but de permettre à l'enfant I. A., né le ..., de participer à un voyage scolaire qui se déroulera du 14 au 24 février 2006 en Italie;

Que la demanderesse précise, sans être contredite, qu'elle a été avisée du projet scolaire fin octobre 2005; Que le refus par l'office des étrangers de délivrer les documents nécessaires a été notifié en date du 1^{er} décembre 2005, qu'après avoir obtenu l'aide judiciaire légale, les demandeurs ont lancé citation le 12 janvier 2006, soit dans un très bref délai;

Que le départ ayant lieu le 14 février 2006, il y a urgence à statuer;

Attendu qu'au fond, les arguments développés par le défendeur relèvent de l'absurdité administrative et ne résistent pas à la notion supérieure de l'intérêt de l'enfant et du devoir fort légitime des demandeurs de ne pas le voir discriminé par rapport à ses condisciples qui pourraient eux, bénéficier de cette activité scolaire;

Qu'il ne peut s'imaginer que le séjour de l'enfant en Italie (espace Schengen) pour une semaine, mette en péril la poursuite des procédures en cours ou la sûreté de l'Etat;

Qu'il y a lieu de faire droit à la demande dans les limites ci-après, la condamnation du défendeur à une astreinte n'étant pas souhaitable;

(...)

Par ces motifs,

(...)

Statuant contradictoirement en matière de référé sur base de l'article 584 du C. J;

(...)

Recevons la demande, la disons fondée dans les limites ci-après ;

Condamnons l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'intérieur, premièrement à ordonner la prorogation d'un document de séjour dûment estampillé couvrant au minimum la période du 13 au 24 février 2006, deuxièmement à ordonner la délivrance d'un visa autorisant le retour dans le royaume de Belgique,

Disons qu'à défaut par l'Etat belge de ce faire dans un délai utile, l'expédition de la présence ordonnance tiendra lieu des documents demandés ;

Déboutons les demandeurs du surplus de leurs demandes ;

Disons la présente ordonnance exécutoire par provision, nonobstant tous recours et sans caution ;

Siège: M. J. Delafontaine, juge

Plaid.: Me P. Huget et Me Derriks